

### Ressources en eau

# La Banque mondiale s'alarme de l'impact économique des changements climatiques

**La raréfaction des ressources en eau amplifiée par les changements climatiques pourrait amener certaines régions du monde à enregistrer un recul du PIB allant jusqu'à 6 %, provoquer des migrations et déclencher des conflits. C'est ce qui ressort d'un rapport alarmant publié par la Banque mondiale le 3 mai dernier.**

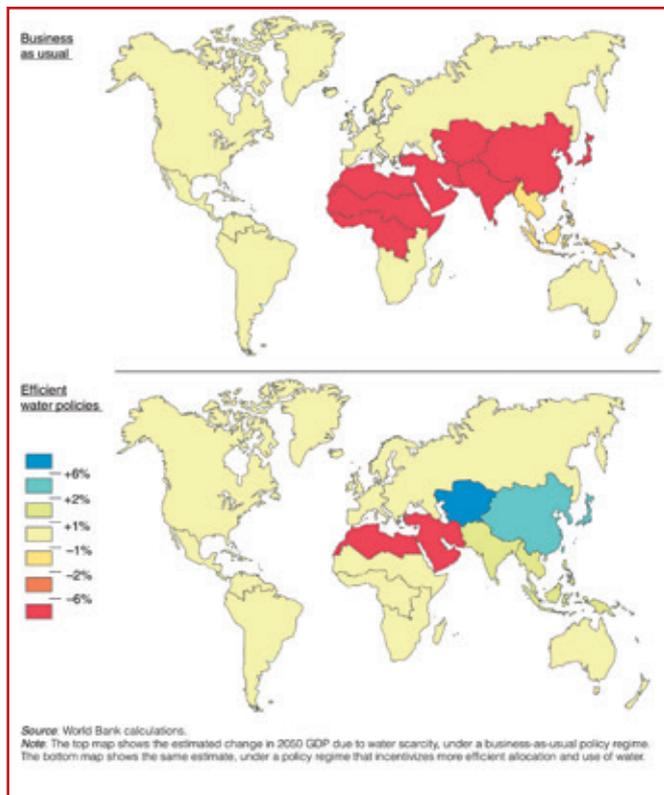
Intitulé « *High and Dry: Climate Change, Water and the Economy* », ce rapport indique que les effets de l'augmentation des niveaux de vie et de l'expansion des villes combinés à la croissance démographique, entraîneront une hausse exponentielle de la demande en eau, alors même que la disponibilité des ressources

sera plus irrégulière et plus incertaine.

Faute de mesures immédiates, l'eau pourrait devenir une ressource rare, même dans des régions où elle est abondante aujourd'hui, par exemple en Afrique centrale ou orientale.

Quant aux régions connaissant déjà des pénuries d'eau, comme le Moyen Orient par exemple, elles pourraient voir leur croissance reculer jusqu'à 6 % du PIB d'ici 2050, en raison de l'impact du manque d'eau sur l'agriculture, la santé et les revenus.

« *Les pénuries d'eau constituent une redoutable menace contre la croissance économique et la stabilité dans le monde, un problème que le changement climatique vient aggraver* »,



**Effets prévisibles de la raréfaction des ressources sur le PIB en 2050, en fonction des politiques engagées.**

estime le président de la Banque mondiale Jim Yong Kim. « *Notre analyse montre que si les pays ne prennent pas de mesures pour mieux gérer les ressources en eau, certaines régions fortement peuplées pourraient connaître de longues périodes de croissance économique négative. Les pays peuvent toutefois adopter dès à présent des politiques qui les aideront à exploiter les ressources en eau de manière durable au cours des prochaines années* ».

La raréfaction des ressources pourrait également multiplier les risques de conflit, ajoute le rapport.

Les flambées de prix alimentaires dues aux sécheresses pourraient attiser des conflits latents et entraîner des migrations. Dans les régions dans lesquelles la crois-

sance économique est tributaire des pluies, des sécheresses, ou à l'inverse des inondations, pourraient provoquer des accès de violences.

« *L'espoir est cependant permis* », estime Richard Damania, auteur du rapport et économiste principal à la Banque mondiale. « *Si les pouvoirs publics répondent à la pénurie d'eau en renforçant l'efficacité et en allouant, à supposer, 25 % de la ressource à des usages de grande valeur, les pertes diminueront fortement et, pour certaines régions, elles pourraient même disparaître. Renforcer la protection de l'eau est synonyme de dividendes économiques élevés* ».

Le rapport indique que des politiques et des réformes plus ambitieuses sont indispensables pour faire face aux stress gran-

### APPEL AUX AUTEURS

Le numéro de Juin-Juillet de la revue **L'EAU, L'INDUSTRIE, LES NUISANCES** sera consacré au thème :

## Les pompes

#### Autres thèmes :

- Mesure de pression
- Prélèvement d'eau : typologie et méthodologie
- Le traitement des boues de curage
- Poteaux d'incendie : ergonomie, sécurité
- Choisir un automate programmable
- Géotextiles & géomembranes



**L'EAU, L'INDUSTRIE, LES NUISANCES**

Les auteurs intéressés par la parution gratuite d'un article sont invités à contacter la rédaction au 01 44 84 78 79 ou par mail à [vjohanet@editions-johanet.com](mailto:vjohanet@editions-johanet.com)

Thème du prochain numéro

Le traitement des eaux industrielles

(Août-Septembre)

# Débitmètrie à ultrasons

## Une gamme adaptée à vos besoins



Version fixe haute précision 0.5% en non intrusif

- ▣ Précision & Stabilité & Fiabilité
- ▣ Temps de Transit ou Effet Doppler
- ▣ Facilité d'installation & d'utilisation
- ▣ Transducteurs non intrusifs ou à insertion
- ▣ Plusieurs entrées sorties disponibles
- ▣ Rangeabilité : DN15 ~ DN6000 mm
- ▣ Enregistreur de données haute performance
- ▣ RS232, RS485 Modbus , relais, alarme, fréquences WIFI...



Version fixe standard



Version portable en valise



Version portable de poche



Version encastrable



Version ultracompacte en rail DIN



Version manchette

## NOMINATIONS

■ **DAAF Guyane**: Mario Charriere (ICPEF), est nommé directeur de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Guyane à compter du 15 mai 2016.

■ **DDCS Paris**: Eric Lajarge, administrateur territorial hors classe, est nommé directeur départemental de la cohésion sociale de Paris.

■ **DDPP Val d'Oise**: Guillaume Chenut, inspecteur en chef de la santé publique vétérinaire, est nommé directeur départemental adjoint de la protection des populations du Val-d'Oise à compter du 23 mai 2016.

■ **DDT de l'Aube**: Pierre Liogier (IDTPE), directeur départemental des territoires de la Meuse, est nommé directeur départemental des territoires de l'Aube à compter du 17 mai 2016.

■ **DDPP de Paris**: Catherine Race, inspectrice en chef de la santé publique vétérinaire, est nommée directrice départementale adjointe de la protection des populations de Paris à compter du 29 avril 2016.

■ **DDCSPP du Haut-Rhin**: Brigitte Lux est nommée directrice départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations du Haut-Rhin, à compter du 17 mai 2016.

■ **DEAL de la Réunion**: Ivan Martin (IPEF) est nommé directeur adjoint de l'environnement, de l'aménagement et du logement (groupe V) de La Réunion, pour une durée de quatre ans, à compter du 9 mai 2016.

■ **DDCS de Haute-Savoie**: Claude Giacomino, inspecteur de la jeunesse et des sports de 1<sup>re</sup> classe, est nommé directeur départemental de la cohésion sociale de la Haute-Savoie à compter du 1<sup>er</sup> juin 2016.

■ **DDCSPP des Deux-Sèvres**: Wilfrid Pelissier, inspecteur principal de la jeunesse et des sports, est nommé directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations des Deux-Sèvres à compter du 2 juin 2016.

■ **DDCS de Charente-Maritime**: François Pousset, inspecteur hors classe de l'action sanitaire et sociale, est nommé directeur départemental adjoint de la cohésion sociale de la Charente-Maritime à compter du 1<sup>er</sup> juin 2016.

■ **DDCSPP des Vosges**: Michel Potiez, inspecteur en chef de la santé publique vétérinaire, est nommé directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations des Vosges à compter du 1<sup>er</sup> juin 2016.

■ **DDT de la Nièvre**: Bernard Croguennec (IDTPE), est nommé directeur départemental des territoires de la Nièvre à compter du 1<sup>er</sup> juin 2016.

■ **DDCS de Meurthe et Moselle**: Fabrice Michel, inspecteur en chef de la santé publique vétérinaire, est nommé directeur départemental adjoint de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle, à compter du 1<sup>er</sup> mai 2016.

■ **ARS Martinique**: Patrick Houssel, est nommé directeur général de l'agence régionale de santé de Martinique à compter du 1<sup>er</sup> juin 2016.

dissants dus aux changements climatiques. Les recettes, pour rendre les économies concernées plus résilientes vis-à-vis des changements climatiques et des stress hydriques, sont connues: réallocation des ressources en eau, adoption de mesures incitatives pour accroître les rendements hydriques et investissements

massifs dans les infrastructures de gestion de l'eau.

La publication de ce rapport suit de peu la formation, le mois dernier, d'un panel regroupant 10 chefs de gouvernements et présidé par l'ONU et la Banque mondiale pour promouvoir la mise en œuvre du sixième objectif de développement durable:

garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau.

Le rapport de la banque mondiale est téléchargeable à l'adresse: <http://www.worldbank.org/en/topic/water/publication/high-and-dry-climate-change-water-and-the-economy> ■

## Pollution chimique des eaux Bruxelles adresse un avis motivé à la France

La Commission somme la France d'envoyer des informations complémentaires sur la mise en œuvre, dans la législation française, de la directive relative aux substances prioritaires dans le domaine de l'eau (directive 2013/39/UE).



La transposition de cette directive en droit national devait être effective pour le 14 septembre 2015.

La France ne s'étant pas conformée au délai initial fixé, la Commission européenne lui a adressé une mise en demeure

le 20 novembre 2015. L'arrêté du 7 septembre 2015 transposant la directive présentée par les autorités françaises ayant été jugé par ailleurs incomplet, la Commission lui adresse un avis motivé.

Si la France ne donnait pas suite dans un délai de deux mois, la

Commission pourrait saisir la Cour de Justice de l'Union européenne.

Les substances prioritaires sont des produits chimiques qui présentent un risque significatif pour ou via l'environnement aquatique au niveau de l'Union. La directive, qui ajoute 12 substances à la

liste des 33 substances surveillées et contrôlées par l'Union européenne, vise à réduire à la source ce type de pollution des eaux en fixant des niveaux de concentration ne présentant de dangers ni pour l'environnement aquatique, ni pour la santé humaine. ■

### EN BREF

• **Indicateur de qualité**: Un indicateur de qualité de l'eau pourrait être inclus dans la fiche d'information jointe à la facture d'eau. C'est l'une des mesures décidées lors de la 4<sup>ème</sup> Conférence environnementale qui s'est achevée le 26 avril dernier. Un modèle d'indicateur devrait être proposé aux parties prenantes d'ici la fin de l'année 2016.

• **Eco-activités**: Le montant de la valeur ajoutée des éco-activités s'est élevé, en 2014, à un peu moins de 30 milliards d'€ en hausse de 0,5 %. La production a atteint 85,7 milliards d'€, soit 2,3 % de la production française totale. Par rapport à 2013, elle diminue de 0,7 %, suite à un recul du prix du biocarburant et de la production d'énergie hydraulique. [http://www.developpement-](http://www.developpement-durable.gouv.fr/Les-eco-activites-et-l-emploi,12950.html)

[durable.gouv.fr/Les-eco-activites-et-l-emploi,12950.html](http://www.developpement-durable.gouv.fr/Les-eco-activites-et-l-emploi,12950.html)

• **Déchets**: Suez vient de lancer en France une plateforme e-commerce, accessible depuis les tablettes, smartphones et PC pour aider les particuliers, artisans et petites entreprises à optimiser le recyclage et la valorisation de leurs déchets. [Valoservices.suez.fr](http://Valoservices.suez.fr)